INSTITUT INTERNATIONAL DES ASSURANCES

B. P. 1575

Yaoundé

**LA PREVENTION DANS LE CAS
DES RISQUES INDUSTRIELS:
LES INCIDENCES SUR LA TARIFICATION**

Mémoire de fin d'études
en vue de l'obtention du
DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES D'ASSURANCES

Présenté par :
BAYE Robert

8^e Promotion
1986 - 1988

Sous la direction de :
Mr MEVOA ANGONI Ernest
Courtier d'Assurances
MEVOA - ASSUR

République du Cameroun

D E D I C A C E

Je dedie ce memoire, fruit d'un effort de recherche, à ceux qui m'ont apporté leur soutien, tant materiel que moral pour réussir ce travail;

Je pense en l'occurrence à :

- Ma femme MABISSI Madeleine, qui a consenti volontier m'aider pour une réussite totale;

- Mes parents : SILA Gabriel et NDOULOWEU Alice;

- Mes frère : - LUCIEN Bazalamou
- KOYOAQUILLI David
- GAGOULA Michel
- et au feu DEMBA Gaston.

Je dedie ce memoire en souvenir de mon séjour au Cameroun.

R E M E R C I E M E N T S

Je profite de l'occasion qui m'est offerte, pour remercier :

- Le Directeur de l'Institut International des Assurances de Yaoundé ;
- Le Directeur des Etudes ;

Qui ont mis à ma disposition les moyens indispensables au bon déroulement de la rédaction du memoire.

J'exprime également ma vive gratitude à l'adresse de mon maître de memoire, Monsieur MEVOA Angoni Ernest qui n'a ménagé aucun effort pour me permettre de mener à bien ce memoire.

Je remercie tous ceux qui de près ou de loin ont participé d'une manière générale ou d'une autre à la réussite de ce memoire.

A V A N T P R O P O S

Pourquoi avoir choisi pour thème de mémoire de fin d'études la branche incendie ?

Plusieurs raisons ont motivé ce choix :

- La technologie industrielle se meut vite ;
- Le perfectionnement du matériel utilisé dans les industries ;
- L'évolution des techniques ne se réalise pas sans entraîner un certain nombre de risques et de danger.

L'incendie en tant que fléau redoutable bloque la production industrielle. Il devient alors nécessaire de contrôler le risque, de supprimer les possibilités d'éclosion de l'incendie, de développer les efforts de prévention et de mettre en place des systèmes de lutte.

Jé n'ai pas, bien entendu l'ambition de faire une étude exhaustive d'une branche aussi complexe que l'assurance incendie. C'est un conseil que je lance au chef d'entreprise, à l'ouvrier et à toute personne intéressée, pour une prise de conscience collective du danger que représente l'incendie.

17 INTRODUCTION

L'étude de la prévention doit être faite très rigoureusement à un double titre :

La prévention en elle-même d'une part et son incidence sur la tarification d'autre part.

La prévention doit être étudiée en elle-même parce que l'assuré n'a aucun intérêt à subir un sinistre. Si le sinistre survient, trouvera-t-il les moyens de continuer son exploitation sans perte de temps?

Même si l'assuré a souscrit un contrat "perte d'exploitation", la suppression temporaire de son activité peut lui occasionner des pertes à longue échéance difficiles à combler, notamment par le fait que ses clients risqueraient de se disperser dans les maisons concurrentes.

La prévention doit être également étudiée au strict point de vue de l'assurance, soit parce que l'absence de prévention crée un danger tel qu'aucune compagnie n'en voudra assumer la garantie, soit parce que les mesures adoptées réduiront sensiblement le taux de prime. C'est ainsi que, qu'après que nous ayons essayé de montrer, dans une première partie, l'importance de la prévention dans le cas des risques industriels et dans une deuxième partie les incidences sur la tarification.

*

*

*

P R E M I E R E P A R T I E

LA PREVENTION DANS LE CAS
DES RISQUE INDUSTRIELS.

- o - o - o -

CHAPITRE I : QU'EST-CE QUE LA PREVENTION ?

Prévenir, c'est prendre toutes les dispositions utiles pour empêcher que se trouvent réunies les conditions d'un début d'incendie.

"La prévention est un vêtement à la mesure de chacun, mais encore faut-il qu'il y ait dans chaque entreprise un tailleur susceptible de couper cet habit aux bonnes mesures. Il faut donc faire pénétrer la prévention dans tous les secteurs d'activités, dans toutes les entreprises, quelle qu'en soit la taille." (1)

La prévention est un phénomène qui déborde même le cadre de l'assurance. L'assurance en tant qu'industrie de sécurité semble bien comprendre cette question en tant qu'organisation rationnelle, car elle met en œuvre des moyens pour éviter la survenance d'un sinistre.

SECTION I : LA PREVENTION EN GENERAL

La prévention, c'est un problème d'ordre social qui doit intéresser la société tout entière. Mais, seules les Compagnies d'assurances, semblent directement être concernées par cette question : Car de l'amélioration des risques dont elles assument la gestion, dépendent des résultats d'exploitation plus favorables.

(1) Prévention et protection incendie face au risque.
Etude 42 - Code 96.
Philippe de Moulins Beaufort.

La prévention doit être un domaine privilégié de nos compagnies du fait de leur jeunesse. Elle doit concerner toutes les branches (incendie, auto, vol, etc.). C'est par souci de prévention que les compagnies d'assurance ont inséré dans les contrats d'assurances automobile la clause de "bonus-malus" sanctionnant les bons et les mauvais assurés.

SECTION II : LA PREVENTION DANS LE CAS SPECIFIQUE
DE L'ASSURANCE INCENDIE.

La prévention revêt ici deux idées principales :

- La première idée consiste à éviter la survenance d'un sinistre et d'en réduire la probabilité et la fréquence;
- La seconde idée consiste à limiter les conséquences d'un sinistre dont la survenance n'a pu être écartée.

La prévention dans le cas des risques industriels commence par :

a-) - LE CHOIX DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Avant toute construction le chef d'entreprise doit veiller de près au choix des matériaux de construction, de couvertures et de revêtements intérieurs (planchers - faux plafond). Un choix malheureux peut avoir pour conséquence une majoration de la prime d'assurance.

De même il est utile de consulter son assureur sur le classement des matériaux par les assurances et leur incidence sur la prime.

Pour chaque usage (stock, fabrication, emballage), si on ne peut avoir des bâtiments entièrement distincts, il faut

tout au moins prévoir des murs séparatifs sans ouverture ou, mieux des murs séparatifs coupe-feu.

b-) - LE STOCKAGE DES MARCHANDISES

Il faut veiller à ce que les piles de marchandises ne dépassent pas une hauteur supérieure à 6 mètres et des couloirs doivent être aménagés entre les piles. Il est nécessaire que les bâtiments ou stockage soient protégés par des extincteurs automatiques.

c-) - LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Ces installations doivent faire l'objet d'une vérification régulière par un organisme agréé.

d-) - LES POINTS DANGEREUX

Ces points qu'on retrouve régulièrement dans les établissements industriels :

- Les liquides inflammables pour les approvisionnements;
- Les ateliers d'entretien;
- Les ateliers d'emballage;
- Atelier de travail mécanique du bois;
- Atelier de peinture.

e-) - LES TRAVAUX D'ENTRETIEN

Les travaux d'entretien doivent être faits avec toutes les précautions nécessaires.

Les incendies sont fréquents à l'occasion des travaux "par points chauds" (soudure, chalumeau).

CHAPITRE II : EN QUOI CONSISTE-T-ELLE ?

SECTION I : RISK MANAGEMENT

L'évolution ou la notion du danger dans les pays développés a permis la création d'une approche globale, la protection du patrimoine de l'entreprise. Avant le chef d'entreprise se protégeait contre les conséquences financières d'un sinistre pouvant atteindre son patrimoine en cas d'incendie.

En ce moment, il y a revirement de la situation. Le chef d'entreprise ne raisonne plus en termes d'assurances mais en termes de risques d'où la création au sein de l'entreprise d'un poste de risk manager. Le risk manager est chargé de la gestion du risque. Cette gestion vise à sauvegarder dans les meilleures conditions de coût, les objectifs de l'entreprise contre les perturbations qui peuvent l'atteindre dans l'exercice de son activité. Pour atteindre cet objectif, il faut des moyens :

- Humains;
- matériels;
- budgétaires.

Le risk manager ne peut exister que dans les entreprises présentant de grandes surfaces financières et non pour les petites entreprises. La prévention consiste d'une part par la prise des mesures au moment de la construction et d'autre part, l'installation des systèmes de détection et d'alarme.

A/ LA CONSTRUCTION

C'est au stade des plans, et non quand le bâtiment est achevé ou en voie de l'être qu'il faut décider l'implantation des moyens de premier secours.

B/ LA COUVERTURE

La couverture est un élément principal de la protection du bâtiment. Elle la défend contre les agents du feu extérieurs très nombreux du seul fait des cheminées.

Pour classer la couverture, on ne tient pas compte de la nature de la charpente (bois, acier ou béton), mais seulement de la vulnérabilité au feu des matériaux qui la composent et éventuellement des matériaux isolants qui peuvent être posés en sous-toiture ou faux plafond.

C/ LES SYSTEMES DE DETECTION ET D'ALARME

Lorsqu'un incendie prend un bâtiment, il sera immédiatement maîtrisé. Cette maîtrise sera rapide et peu onéreuse. par contre, beaucoup d'incendies ne sont pas décelés à temps.

Tout incendie doit être découvert ou détecté dès ses premières manifestations si minimes soient-elles.

La plupart des incendies qui surviennent dans les établissements industriels sont nés en dehors des heures de travail. C'est à partir de là que le système de détection est nécessaire.

1°) - LES DETECTEURS AUTOMATIQUES

Il existe de nombreux systèmes agissant sous l'effet de l'élévation de la température, de la fumée ou des gaz de combustion.

Toute installation de détection doit être vérifiée tous les six (6) mois au moins, soit par l'installation, soit par un vérificateur agréé.

2°) - LES EXTINCTEURS AUTOMATIQUES A EAU OU "SPRINKLERS"

Les extincteurs automatiques à eau ou Sprinklers sont des installations fixées couvrant en totalité un ensemble de bâtiments. Ils ont pour fonction à la fois d'éteindre un feu croissant à l'intérieur de ces bâtiments, ou tout au moins de stopper son extension, et d'avertir le service de garde de l'incident, permettant ainsi une intervention complémentaire rapide des secours intérieurs et extérieurs.

3°) - LES ROBINETS D'INCENDIE ARMES

C'est une installation d'eau sous pression agréée par les assureurs.

Cette installation doit faire l'objet de contrôle mensuel consigné sur un registre.

4°) - TABLEAU DE SIGNALISATION

Ce tableau doit être placé de manière à pouvoir être surveillé facilement et de façon continue. Il faut une permanence pour assurer le contrôle.

D/ LES SYSTEMES D'ALARME

L'alarme interne se fait par sirène, klaxons, etc. L'alerte des pompiers se fait par le téléphone urbain, ou mieux encore par une ligne directe spéciale. A défaut, on utilise les avertisseurs d'incendie, une excellente précaution consiste à faire visiter les locaux par les sapeurs pompiers; ainsi le jour où ils seront alertés, ils agiront en terrain connu.

SECTION II : LE SERVICE DE SECURITE

Ce service est donc conseillé dans tous les cas et parfois exigé par les sociétés d'assurance, pour les établissements importants. Son absence entraîne une majoration de prime. Les meilleurs rondes de surveillance ne dispensent pas de fermer dès la fin du travail, dans toute la mesure du possible des canalisations d'eau, de gaz et d'électricité, sauf bien entendu celles qui alimentent les moyens de secours et qui doivent faire l'objet de circuits indépendants.

- Le service de sécurité implique obligatoirement :
- Un personnel qualifié, entraîné et en nombre suffisant;
 - Certains moyens en matériel d'extinction (robinets d'incendie armés plus extincteurs mobiles);
 - Des exercices de manœuvre réguliers;
 - Un entretien du matériel.

Les différents procédés de secours doivent correspondre à des normes soigneusement établis pour chaque type de risque à protéger.

En dehors, même de la présence d'appareils d'extinction, une prévention pourra découler des consignes impératives (par exemple celle de posséder un dépôt de sable ou celle imposant l'obligation de balayage quotidien).

L'interdiction de fumer est exigée dans certains ateliers. Il ne faut pas la prendre toujours par une garantie totale, car parfois il vaut mieux ne pas faire état de cette interdiction plutôt que de s'exposer au risque découlant d'ouvriers qui fument en cachette et qui devant l'arrivée du responsable, jettent leurs mégots n'importe où et plus spécialement dans les coins cachés ou le feu risque de couver pendant des heures, avant de se révéler avec une violence que l'on ne peut arrêter .

Dans les industries, il vaut mieux faire appel à la notion du danger, en mettant le personnel en face de ses responsabilités qu'en brandissant une sanction souvent inefficace et même dangereuse.

*

*

*

DEUXIEME PARTIE

LES INCIDENCES SUR LA TARIFICATION

- o - o - o -

L'assuré a intérêt à prendre des mesures de prévention dont l'assureur tiendra compte pour lui éviter les majorations de primes et des difficultés de trouver des garanties dans le cas où il négligerait de prendre de telles mesures.

La prévention dans l'entreprise est une question de volonté avant d'être une question d'organisation.

Les matériaux de construction, de couverture, les étages, les installations électriques et d'autres éléments peuvent avoir des incidences sur la tarification.

A/ LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET DE COUVERTURE

Comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent, un choix malheureux entraîne une majoration de primes dans de très fortes proportions. A contrario, un bon choix entraîne une réduction de primes.

EXEMPLE : Une usine de fabrication d'huile de palme construite en béton, couverte en tôle acier sur charpente métallique avec présence de 15 % de plaque translucides en matières plastiques.

Taux de base	3,75 %.
Majoration pour construction 50 %	1,87 %.

	5,62 %.

Par contre, cette usine de fabrication d'huile de palme construite en béton couverte en tôle acier sur charpente métalliques, aura un taux différent que la première parce qu'elle est construite dans présence ou plaques translucides.

Taux de base	3,75 %.
Réduction pour couverture 20 %	0,75 %.
	<u>3,00 %.</u>

Le taux applicable à la seconde usine est inférieur au premier taux.

La résistance au feu est caractérisée par la durée pendant laquelle les éléments de construction, peuvent en cas d'incendie assurer le rôle porteur ou isolant qui leur est dévolu.

Les matériaux de construction sont classés en trois (3) classes :

- La première classe est celle qui a une couverture intégrale à plus de 90 % ;
- La deuxième classe est celle, soit en semi - léger à plus de 90 % donc avec des tolérances de moins de 10 % de "léger" intégral. ;

Au titre de la construction, trois séries de risque :

- Le premier risque, c'est une construction en dur intégral à plus de 95 % ;
- Le deuxième risque présentant une construction de 50 % en dur le surplus (moins de 50 %) composé de matériaux semi-léger ou léger ;
- Le troisième risque présente une construction à moins de 50 % en dur donc avec "semi-léger" et/ou "léger" dominant en intégral.

INFLUENCE DE LA CONSTRUCTION ET DE LA COUVERTURE SUR LE TAUX DE PRIME

	1ère classe	2ème classe	3ème classe
Dur	Plus de 90 % de matériaux durs.	Moins de 10 % de matériaux légers.	Toute nature avec plus de 10 % de matériaux légers.
Semi-Léger			
Léger			
1er risque	0	20	50
Plus de 90 % de matériaux durs.			
2ème risque	20	40	70
De 10 à 50 % de matériaux légers et semi-légers, mais moins de 10% de mat. légers.			
3è risque	50	70	100
Plus de 10 % de mat. légers ou plus de 50 % matériaux légers et semi-légers.			

B/ LES ETAGES CHAUFFAGES ET
LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

1°) - LES ETAGES

L'assureur fait distinction entre étages voutés (1) et étages ordinaires (2) dont étage ordinaire entraîne une majoration de prime. La majoration est calculée selon le nombre d'étages. Elle peut varier de 10 à 110 % du taux de base.

2°) - LE CHAUFFAGE

La rubrique de la tarification analytique indique, un ^{de} ~~taux~~ _x base valable pour un chauffage ou des appareils à vapeur. Une majoration ou une surprime au taux spécial pour un chauffage ordinaire dit à feu ~~sauf~~ ^{si} insertion de la clause 11.

3°) - LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

L'électricité dans une usine n'est pas une cause de surprime. L'industriel qui a des bonnes installations électriques et un bon entretien reçoit des rabais de primes pour certaines installations.

C/ LES ACCESSOIRES : TRAVAUX ET APPROVISIONNEMENTS

Dans une industrie la partie de la fabrication est toujours dangereuse. ces points sont généralement le point de départ de l'incendie.

- (1) Niveaux dont le plancher bas est soit de forme voutée et en pierres ou en briques pleines, soit en béton armé, en maçonnerie homogène, non armé, en briques pleines ou creuses sur olive fer en béton.
- (2) Niveaux dont le plancher bas est constitué de plâtre et manche de fer plâtre caillouteux même si les olives sont en fer.

- Pour les approvisionnements un rabais est accordé si :
- Les risques sont isolés à plus de dix (10) mètres;
 - Une ventilation est assurée pour éviter une concentration de vapeurs et leur mélange avec l'air;
 - L'entreprise dispose d'un personnel qualifié à pleine temps pour un programme d'entretien préventif.

EXEMPLE :

Soit un bâtiment construit en parpaing de ciment couvert en tôle aluminium avec présence de 20 % de plaques de polyster pour l'éclairage. Ce bâtiment est à usage ou réserve de marchandises pour un super marché. Il est protégé par une installation conforme d'extincteurs mobiles, situation Bamako (Mali)

Valeur des marchandises entreposées	18 000 000
Valeur de matériel de stockage et de manutention	4 000 000.

L'assuré desire insérer dans le contrat, la clause 125

Taux de base zonze 3	3,60 %
Surprime pour couverture en léger	3,00 %
	<hr/>
	6,60 %
Rabais pour moyen de secours 5% D.636	0,33 %
	<hr/>
Taux net applicable	6,27 %

D/ COMMUNICATION-CONTIGUETES, VOISINAGE
ET DES MOYENS DE PREMIER SECOURS

1°) - COMMUNICATION - CONTIGUETES - VOISINAGE

La règle en matière d'assurance incendie des risques industriels est, que le bâtiment et son contenu paient le même taux de prime. Ils forment un risque commun.

Deux bâtiments sont considérés par les assureurs comme distincts, s'ils sont séparés par un espace entièrement libre de 10 mètres au moins. Toutes ces situations influent d'une manière importante mais inégale, sur les dangers de propagation d'un incendie et par conséquent sur les tarifs appliqués.

2°) - LES MOYENS DE PREMIER SECOURS

Les compagnies d'assurance encouragent les entreprises qui disposent de moyens de premier secours et leur accordent des rabais de primes (clause 41), et surtout aux entreprises qui possèdent un ou plusieurs de ces moyens.

a) - Les installations d'extincteurs à mains ou montés sur roue ou de seaux pompes réalisés conformément aux règles établies.

b) - Les installations de robinets d'incendie armés.

c) - La présence d'un service de sécurité ayant pour rôle de prévenir et d'entretenir.

De nombreux chefs d'entreprise aiment connaître ce que leur rapportera, en rabais de prime, telle ou telle installation, de moyens de premier secours.

TABLEAU DE RABAIS POUR MOYENS DE SECOURS

NATURE DE L'INSTALLATION	: MAJORATION (+) : OU RABAIS (-)	
	: SANS DETECTEURS : AVEC DETECTEURS	
	: AUTOMATIQUES	: AUTOMATIQUES
Sans installations d'extincteurs mobiles	: + 10 %	: Néant
Installation d'extincteurs portatifs	: Néant	: - 7 %
Installation de seaux-pompes non susceptible d'être prise en considération	: + 10 %	: Néant
Installation de seaux-pompes	: Néant	: - 7 %
Installation de robinets d'incendie armés	: - 5 %	: - 12 %
Installation d'extincteur mobiles et de robinets d'incendie armés	: - 7 %	: - 15 %
Service de sécurité	: - 15 %	: - 25 %

Il est important de retenir :

1°) - Que les moyens de premier secours ne sont efficace que si le personnel a été entraîné à s'en servir;

2°) - Que s'ils sont régulièrement vérifiés et entretenus. L'obligation d'entretien est d'ailleurs une des conditions posées par les assureurs pour accorder les rabais de prime.

SECTION I : LA VISITE DU RISQUE
ET LA

A/ LA VISITE DU RISQUE

Pour avoir des renseignements très précis sur le risque, l'assureur fera une visite de l'établissement à assurer, pour avoir une opinion sur le risque. La visite de risque se fait non seulement sur le plan matériel et subjectif, mais de tous ordres.

Lors de la visite du risque, l'assureur :

- Relève pour chaque bâtiment : la nature des matériaux de construction et de la couverture, les étages et leur usage, les moyens de secours, la qualité des installations électriques, stockages, emploi des produits dangereux

- Contrôle des déclarations de l'assuré;

- S'assure que les règles de sécurité sont observées notamment en ce qui concerne les moyens de secours;

- Suggère, recommande, impose si nécessaire les moyens en dispositifs apportant une meilleure sécurité;

- Recueille des renseignements complémentaires (division compartimentage, procédés de fabrication);

- Apprécie la tenue du risque : surveillance, balayage;

- s'inquiète de l'éventualité de voisinage, communauté, contiguïtés, aggravation;

- Détermine le sinistre maximum possible et le sinistre raisonnablement escomptable;

- Qualifie le risque dans sa catégorie : bon, moyen, médiocre, mauvais. Il s'agit de juger le risque en lui-même.

En possession de la proposition de l'inspecteur, l'assureur va prendre la décision d'accepter ou de refuser la garantie.

Partant alors des éléments matériels déterminants qu'il va procéder à la tarification. Ces éléments vont lui permettre d'avoir une opinion sur le développement, la propagation possible d'un sinistre.

B/ LA PROPOSITION D'ASSURANCE

L'assureur ayant reçu l'offre d'assurance n'est pas tenu de donner une réponse favorable. Du fait de la loi, la proposition n'engage ni l'assureur, ni l'assuré (article 7 de la loi du 13/07/1930), Elle en constitue qu'une simple sollicitation de l'assurable sur laquelle l'assureur va prendre position en fixant dans quelles conditions, il estime nécessaire d'accorder la garantie demandée. L'assureur ne sera engagé que, quand l'assuré aura donné son accord et payé la prime fixée.

SECTION II : L'ACCEPTATION DE L'ASSUREUR

C'est en fonction de la proposition d'assurance et des éléments constatés lors de la visite du risque, que l'assureur va accorder la garantie demandée. Il va d'abord déterminer le taux de prime applicable au risque avant de rédiger le contrat.

A/ DETERMINATION DU TAUX DE PRIME

Le taux du risque s'obtient à la lecture directe du tarif. C'est ce que les assureurs appellent le taux de base. Ce n'est pas ce taux qu'on retrouve dans la police, mais, le taux qui s'exprime en ‰.

Le taux de base est généralement donné pour un bâtiment (ou le contenu renfermé dans un bâtiment) de premier risque, première classe sans présence de produits dangereux, et avec éclairage électrique. Il est évident que tous les risques ne sont pas présenter comme cela. On aura donc, partant du taux de base, à sanctionner les diverses aggravations avant d'obtenir le taux net, qui devra être le reflet technique du risque en fonction des divers critères de tarification qui, vient de faire l'objet de l'exposé.

En partant du taux de base, on doit effectuer un certain nombre d'opérations pour obtenir le taux net. Les opérations vont résulter de l'application, soit de surprimes ou de tarification, soit de majoration ou de rabais.

Quand un risque donne lieu à la fois à surprimes, majorations, bonifications et rabais, ces surprimes, majorations, bonifications et rabais sont appliqués dans l'ordre suivant :

1°) - Taux de base incendie	X
2°) - Surprimes ou majorations pour étage	X

Résultat	X
3°) - Surprimes, majorations, bonifications pour construction couverture	X

Résultat	X
4°) - Toutes autres surprimes ou majorations totalisées	X
5°) - Application des majorations totalisées sauf les majorations pour proximité d'un risque grave	X

Résultat	X
6°) - Application successive de chacun des rabais .	X

Taux net à appliquer	X

c'est le taux net ^{qui} figure dans la police. La majoration pour proximité ne peut avoir pour effet, d'entraîner un taux de contiguïté, sans communication. Si on globalisait la majoration pour proximité aux autres, il ne serait plus possible de faire la comparaison avec le taux de contiguïté. C'est pourquoi, cette majoration s'applique éventuellement à la fin seulement dans le cas où elle n'entraîne pas un taux supérieur aux $4/10^{\text{ème}}$ du taux de risque le plus grave.

Le taux obtenu avant la majoration pour proximité s'appelle le taux propre.

- Surprimes bonifications: s'expriment en ‰, s'ajoutent ou se retranchent directement.
- Majorations rabais : s'expriment en % et nécessitent une multiplication avant de s'ajouter ou de se retrancher.

EXEMPLE PRATIQUE

Soit un bâtiment à simple rez-de chaussée de construction classée incombustible à usage, d'atelier de tissage de fils de coton de 15 pour 50 % de n° 48, et de 8 pour 5 %.

- L'atelier est équipé d'une teinturerie accessoire intérieure, sans impression sur l'étoffe;
- Il est procédé à des opérations de grattage sans grillage sur machines pourvues d'aspirateur automatique;
- Il a été constaté, lors de la visite de cette usine que tous les moteurs électriques, actionnant les machines ne sont pas étanches et, que la clause "interdiction de fumer" ne pouvait être insérée au contrat.

- L'équipe est maintenue en production de 24 heures sur 24 heures par trois équipes de huit (8);

- Le balayage est effectué en permanence par une équipe spéciale;

- L'air de l'usine est recyclé en permanence par une installation de conditionnement et de filtrage;

- L'ensemble de l'usine est protégé par une installation conforme, d'extincteurs, ainsi qu'une installation de robinets d'incendie armés.

De plus, il existe une équipe de sécurité.

LA TARIFICATION

Trois (3) sortes de fils utilisés soient :

- N° 8 dont le taux est 3,75 ‰
- N° 15 dont le taux est 3,40 ‰
- N° 45 dont le taux est 3,00 ‰

Le taux applicable sera le plus élevé, soit 3,75 ‰. Mais, on signale dans le tarif, une tolérance de 5 % pour l'utilisation de fils de numéro inférieur. Aussi cette condition étant remplie, le taux retenu en définitive sera de 3,40 ‰. Une clause doit être insérée au contrat pour rappeler cette disposition, ceci afin d'obliger l'assuré à effectuer une déclaration au cas où cette tolérance serait dépassée.

- Taux de base	3,40 %	
- Rabais pour construction incombustible 10 %	0,34 %	
	<u>3,06 %</u>	
- Surprime pour teinture	0,30 %	
- Bonification pour grattage sans grillage	0,15 %	
	<u>0,15 %</u>	0,15 %
		<u>3,21 %</u>
- Majorations :		
Moteurs non étanchers	5 %	
Non interdiction de fumer	50 %	
	<u>55 %</u>	1,76 %
		<u>4,97 %</u>
- Rabais : Travail continu	5 %	0,24 %
		<u>4,73 %</u>
- Conditionnement et filtrage à air 10 %	0,47 %	
	<u>4,26 %</u>	
- Moyens de secours 15 %	0,63 %	
	<u>3,63 %</u>	
Taux net applicable		3,63 %

B/ LA REDACTION DE LA POLICE

En attendant l'établissement définitif de la police, l'assureur délivre à l'assuré une note de couverture.

La note de couverture permet de donner effet à la garantie dans l'attente d'une régularisation de la police. Par contre, si un sinistre survient, l'assureur paie une indemnité; L'assuré quant à lui, s'engage à régler la prime pour la période courue, même si les parties ne peuvent s'entendre sur les conditions de la police qui devient alors sans suite. La note de couverture provoque souvent des conflits en cas de sinistre. Pour

éviter tout cela, la durée doit être limitée.

En pratique, une police d'assurance comporte :

- DES CONDITIONS GENERALES

Elles ont essentiellement pour but de rappeler les règles principales du contrat dont la plupart sont d'ailleurs inscrites dans la loi du 13 juillet 1930, et de tracer le cadre général du genre d'assurance intéressé (énumération des garanties, exclusions absolues ou relatives, durée du contrat, paiement de la prime et sanctions, déclaration de sinistre, déchéance, règlement de sinistres, subrogation, description).

- LES CONDITIONS PARTICULIERES

Elles portent des mentions nécessaires au contrat, date d'exigibilité de la prime, option entre les garanties chiffrées, indication concernant la personne ou souscripteur ou de l'assuré, situation des biens garantis, signature des parties.

- LES ANNEXES OU LES CONVENTIONS SPECIALES

*

*

*

C O N C L U S I O N S

Nous avons vu tout le long de l'exposé que la prévention doit nécessairement commencer par le choix des matériaux de construction, l'isolement des bâtiments, l'implantation des moyens de premier secours.

Le progrès technique n'est pas en sens unique, car la civilisation industrielle a supprimé de très graves risques, mais elle en a créé de nouveaux. Exemple : les matières plastiques. La prévention reste indispensable, car elle protège les vies et les biens, tandis que l'assurance ne peut que réparer certaines des conséquences pécuniaires du risque.

L'incendie d'une industrie provoque de nombreuses conséquences :

- Sur le plan social, économique et financier;
- Au niveau social, elle entraîne le chômage de très nombreux salariés, pour la plupart privés de leur source de revenu pendant le temps nécessaire à la reconstruction du bâtiment, au remplacement du matériel, à la reconstitution des stocks.
- Economiquement, cela signifie que du matériel, des matières premières, les marchandises ont été détruits et, de ce fait la production est arrêtée ou du moins ralentie.

L'entreprise subit une perte partielle de sa clientèle et même totale. Financièrement, la perte de la production reste non chiffrable.

Le chef d'entreprise doit prendre conscience de la nécessité de se protéger contre un fléau aussi redoutable. Il faudrait que chaque chef d'entreprise ait un esprit préventif, car les dépenses envisagées ne sont pas vaines, puisqu'il y va de la sécurité de l'entreprise.

Les séances d'information et les séminaires sont nécessaires pour sensibiliser les chefs d'entreprises, les agents économiques et tout le personnel des entreprises sur les dégâts que causent les incendies, les précautions minimales à prendre pour éviter les catastrophes.

En matière d'incendie, la cour de cassation estime que l'employeur est responsable des services qu'il administre et, qu'il doit veiller personnellement et à tous les instants à la stricte application des dispositions réglementaires. Pour s'exonérer de cette présomption de responsabilité, le chef d'entreprise doit prouver l'existence d'une délégation de pouvoir dans les sections de l'entreprise qui échappent à son contrôle personnel. La jurisprudence a toujours été stricte et exigeante vis à vis de cette obligation. La responsabilité civile peut être transférée à des assureurs, mais, il est quasiment impossible d'en faire de même pour la responsabilité pénale du chef d'entreprise. Il ne peut invoquer la présomption d'incompétence et d'ignorance.

*

*

*

A N N E X E S

CLAUSE 11 : CHAUFFAGE

"Il n'existe aucun feu en quel qu'il soit dans les locaux à usage ... et, il est formellement interdit d'y allumer quoi que ce soit".

CLAUSES 34 - 35 : ELECTRICITE

"L'assuré déclare que les installations électriques de force et lumière sont strictement conformes à la législation en vigueur. Il déclare notamment :

a-) - Que les installations sont conformes, lorsqu'elles existent à la réglementation sur la protection des travailleurs dans les établissements qui, mettent en oeuvre des courants électriques et que le registre de sécurité est régulièrement tenu".

35 PARTIE DE CLAUSE COMMUNE A LA PRECEDENTE

b-) - "Que les installations sont vérifiées une fois au moins par un vérificateur ou un organisme agréé par les assureurs. L'assuré autorise le vérificateur à adresser à l'assureur un exemplaire du compte rendu de vérification."

"L'assuré s'engage :

T- A exécuter dans un délai maximal de trois mois les travaux d'entretien ou de modification qui auront été portés sur le rapport établi après la vérification. Rapport qui restera annexé au registre de sécurité.

2- A mettre des organes de protection générale (coupe-circuit ou disjoncteurs) hors d'atteinte des personnes non qualifiées en les plaçant dans un local, une armoire un coffret ou toute autre enceinte fermée à clé, et à ne confier la clé qu'au personnel qualifié et responsable chargé du remplacement des fusibles ou du rearmement des relais des disjoncteurs.

3- A faire couper le courant force à la fermeture des ateliers.

4- A faire couper le courant force à la fermeture des ateliers. Pourra toutefois rester sous tension, un circuit spécial alimenterait uniquement les appareils à fonctionnement continu, mais seulement pendant le temps où il est nécessaire que ces appareils soient en fonctionnement".

*

*

*

C H E C K - L I S T

<u>CONSIGNES GENERALES</u>	<u>: OUI</u>	<u>: NON</u>	<u>: OBSERVATIONS</u>
	:	:	:
- Les consignes générales sont-elles affichées dans tous les ateliers, magasins, entrepôts?	:	:	:
	:	:	:
- Combien d'exemplaire sont-ils affichés?	:	:	:
	:	:	:
- Les consignes sont-elles visibles?	:	:	:
	:	:	:
- Les consignes sont-elles connues du personnel?	:	:	:
	:	:	:
- Ces consignes sont-elles lisibles?	:	:	:
	:	:	:
- Sont-elles compréhensibles?	:	:	:
	:	:	:
- Font-elles l'objet de commentaires périodiques?	:	:	:
périodicité?	:	:	:
	:	:	:
- Par qui?	:	:	:
	:	:	:
	:	:	:
	:	:	:
- Existe-t-il un autre moyen de diffusion des consignes générales?	:	:	:
	:	:	:
	:	:	:
- L'indication du signal d'évacuation est-elle portée sur les consignes?	:	:	:
	:	:	:

- Les interdictions de fumer sont-elles : :
en place? : : :
: : :
- Existe-t-il des consignes précises : : :
pour le nettoyage systématique des : : :
locaux chaque jour? : : :
: : :
- Existe-t-il des consignes précises : : :
pour l'évacuation des déchets et em- : : :
ballages vides? : : :
: : :
- Existe-t-il des consignes pour les : : :
entreprises extérieures travaillant : : :
dans l'établissement? : : :
: : :
- Les ateliers spécialisés de travaux : : :
par point chaud sont-ils convenable- : : :
ment disposés et équipés contre les : : :
dangers d'incendie et d'explosion? : : :
: : :

CONSIGNES SPECIALES

- Equipe de sécurité - incendie : : :
: : :
- Standard téléphonique : : :
: : :
- Service de gardiennage : : :
: : :
- Service d'alarme : : :
: : :
- Etc. : : :
: : :
- En existe-t-il? : : :
Si oui lesquels? : : :
: : :
: : :

T A B L E D E M A T I E R E S

<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>PREMIERE PARTIE</u> : LA PREVENTION DANS LE CAS DES RISQUES INDUSTRIELS.	2
<u>CHAPITRE I</u> : QU'EST-CE QUE LE PREVENTION?.	2
<u>SECTION 1</u> : LA PREVENTION EN GENERALE	2
<u>SECTION 2</u> : LA PREVENTION DANS LE CAS SPECIFIQUE DE L'ASSURANCE INCENDIE	3
<u>CHAPITRE II</u> : EN QUOI CONSISTE-T-ELLE? ..	5
<u>SECTION 1</u> : RISK MANAGEMENT	5
<u>SECTION 2</u> : LE SERVICE DE SECURITE .	8
<u>DEUXIEME PARTIE</u> : LES INCIDENCES SUR LA TARIFICATION	10
<u>SECTION 1</u> : LA VISITE DU RISQUE ET LA PROPOSITION D'ASSURANCE ...	17
<u>SECTION 2</u> : L'ACCEPTATION DE L'ASSURANCE	18
<u>CONCLUSION</u>	24
<u>ANNEXES</u>	26

B I B L I O G R A P H I E

COURS

- Assurance incendie : Production par Ibrahim KEITA
8ème Promotion 1986 - 1988.
- Technologie des bâtiments par NJOCK Charles
8 èmes Promotion 1986 - 1988.
- Risk - Management par LOUISET Jean Paul

LIVRES

- L'assurance incendie : Théorie et Pratique Jacques LACOURT
- PRoduction du patrimoine ERIK Kauf, Réalisation éditoriales
pédagogique 1980.
- Influence de la construction sur les tarifs d'assurance in-
cendie des risques.
- Industriels - prévention de l'incendie. Assemblée plénière des
sociétés d'assurances contre l'incendie. Juin 1971.
- Tarif "bleu" groupement technique incendie.

REVUES

- Sinistres et prévention, MUNCHENER RE, Numéro 1, 1982.
- Assurance et Prévention, AIDA, 5ème Congrès Mondial.
- Face aux risques (CNPS).

ETUDES

- Liste de contrôle de sécurité incendie.
- Prévention et Protection incendie. Code 96.
- Elements pour une doctrine de prévention incendie. Juin 1975.